

JOURNÉE MONDIALE
DE LUTTE CONTRE
LA CORRUPTION :

Accélérer la ratification de la convention des Nations Unies

A quelques jours de l'entrée en vigueur de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la corruption, la Mauritanie veut accélérer la procédure de ratification de cette convention, recommandée en octobre dernier par les journées nationales de concertation.

En invitant le représentant régional de l'Organisation des Nations Unies pour la lutte contre les stupéfiants et le crime organisé, M.

Antonio L. Mazzitelli, à la cérémonie de célébration de la journée mondiale de lutte contre la corruption, la Mauritanie a exprimé sa volonté de s'approprier cet outil juridique international pour combattre le crime organisé.

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION :

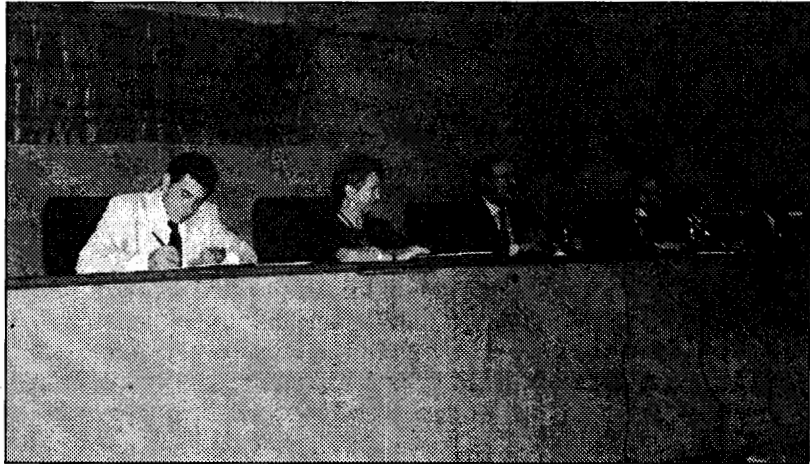
Accélérer la ratification de la convention des Nations Unies

Combattre la corruption nécessite de s'attaquer à des maux qui rongent la société et compromettent dangereusement la cohésion, l'égalité et la solidarité entre les membres de la société, à savoir le tribalisme, le népotisme, le favoritisme" a déclaré, vendredi, Maître Mahfoudh Ould Bettah, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la corruption.

Le ministre de la Justice a ajouté que cette célébration intervient à quelques jours de l'entrée en vigueur de la convention des Nations Unies contre la corruption, signée à Mereda en 2003 et coïncide avec le début effectif de la mise en oeuvre des différentes mesures contenues dans les rapports des comités interministériels constitués après le changement du 3 août 2005.

Les rapports de ces comités, particulièrement ceux sur la justice et la bonne gouvernance traitent la même problématique et appellent à la ratification de la convention des Nations Unies contre la corruption, a-t-il précisé.

Le ministre a aussi souligné que cette ratification, considérée comme prioritaire, est placée dans le cadre des actions immédiates à entreprendre par les autorités de transition et qu'elle sera confortée par un ensemble de mesures visant à consolider le cadre législatif et à promouvoir l'éthique professionnelle par des mécanismes de contrôle au sein de l'administration publique. S'adressant aux participants, Maître Mahfoudh Ould Bettah a dit que le plan d'actions engagé par le gouvernement ne pourra réussir sans la participation active de la société civile, rappelant en ce sens que notre



stratégie de lutte contre la corruption doit être personnalisée. Elle doit, a-t-il dit, être basée sur les spécificités du contexte local et imaginer des solutions innovatrices et adaptées. " Le travail à entreprendre est énorme car nous devons faire face à l'ampleur du phénomène de la corruption qui a atteint, ces dernières années, des proportions alarmantes, favorisée par le sentiment général de l'impunité et l'absence de la culture du service public, a-t-il poursuivi. Enfin, Ould Bettah a précisé que son département compte sur l'appui de l'Office des Nations Unies de lutte contre la drogue et le crime pour bénéficier de l'expertise accumulée par cet organisme dans le domaine de la lutte contre la criminalité.

Pour sa part, Mme Cécile Molinier, coordinatrice du système des Nations Unies à Nouakchott, a précisé que l'amélioration de la gouvernance et la lutte contre la corruption exigent un certain nombre de conditions institutionnelles normatives et politiques, ajoutant que les Etats ont aussi besoin de réglementations et d'institutions dissuadant les agents publics d'accepter les

pots-de-vin.

La cérémonie d'ouverture s'était déroulée en présence du ministre des Affaires Economiques et du Développement, du président de la Cour Suprême, du président de la Cour des Comptes, du procureur général près la Cour Suprême, du représentant de l'Union Européenne et du représentant de la Banque Mondiale.

Rappelons que la cérémonie de clôture des manifestations marquant cette journée a été présidée par le secrétaire général du Ministère de la Justice, qui a, dans un mot prononcé pour la circonstance, souligné l'importance de l'évènement qui intervient, peu après le démarrage de la mise en oeuvre du programme de la transition démocratique. La cérémonie de clôture des activités de la journée s'est déroulée samedi en présence de la représentante résidente du PNUD en Mauritanie, du représentant de l'Organisation des Nations Unies pour la lutte contre les stupéfiants et le crime organisé, du procureur général près la Cour Suprême et de l'inspecteur général de la Justice et des établissements pénitentiaires.